

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal d' Irak

N° 529 du 23.04 au 16.06.2012

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Irak" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war-over-blog.com

c) sur le site <http://turkmenfriendship.blogspot.com/2007/10/journal-dirak-de-m-lemaire.html>

d) Sur le site <http://turkmenfriendship.blogspot.com/2007/10/journal-dirak-de-m-lemaire.html>

e) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

f) et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_irakiens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

Tiré à part

Yvonne Ridley : Bush condamné pour crimes de guerre par contumace.

Ziad Tarek Aziz : [Irak: "Silence, on exécute!"](#).

Robert Fisk : L'Irak retombe dans l'oubli.

1 Dommages Collatéraux...

[USA: toutes les 8 minutes un vétérán américain se suicide.](#)

2-1 Occupation de l'Irak

Abu Assur : La Résistance irakienne pilonne les trous des Gangsters US à Bagdad.

3) Politique

La crise politique s'aggrave.

Maliki échappe à la défiance, la crise politique continue.

Les grandes manœuvres

Repère : tourmente irakienne

c) Sur le terrain

Résultat mitigé pour le 4e tour d'enchères pétrolières et gazières.

Attentats contre des oléoducs en Irak, exportations pas affectées (...)

Prisons, exactions & torture

LE SECRETAIRE DE L'ANCIEN PRESIDENT SADDAM HUSSEIN Abed Hmoud - EXCECUTE

AL MANAR : Premiers témoignages à la barre contre le vice-président Hachémi.

Extension des actions ?

[Algerie1: Un attentat suicide contre une fondation chiite fait 22 morts.](#)

4 Lutte pour la libération du territoire

Almanar : Hausse du nombre de tués en Irak en mai.

www.levif.be - Belga: Trois policiers et un soldat tués dans des attentats.

5 Prisons, exactions.

AFP : Le soldat US John Russell inculpé pour meurtre.

6 Les voisins

Turquie

[Tension Irak-Turquie: Bagdad convoque l'ambassadeur turc](#)

Tiré à part :

Yvonne Ridley : Bush condamné pour crimes de guerre par contumace.

Kuala Lumpur – C'est officiel : George Bush est un criminel de guerre.

Dans ce qui est la première condamnation de ce type dans l'histoire, l'ex-président des USA et sept membres de son administration ont été condamnés hier (vendredi) pour crimes de guerre.

Bush, Dick Cheney, Donald Rumsfeld et leurs conseillers juridiques Alberto Gonzales, David Addington, William Haynes, Jay Bybee et John Yoo ont été jugés par contumace en Malaisie,

Le procès qui s'est tenu à Kuala Lumpur a permis d'entendre les témoignages poignants de victimes de tortures subies par ces personnes alors qu'elles étaient aux mains des troupes américaines ou de contractants en Irak et en Afghanistan.

L'un d'eux est le témoignage d'un Britannique, Moazzam Begg, ex-détenu de Guantanamo et aussi celui d'une femme irakienne, Jameelah Abbas Hameedi qui ont été torturés dans la tristement célèbre prison d'Abu Ghraib.

À la fin des audiences qui ont duré tout le week-end, les 5 membres de la Cour ont prononcé à l'unanimité le verdict de culpabilité à l'encontre de Bush, Cheney, Rumsfeld et de leurs principaux conseillers juridiques, les condamnant tous pour crime de guerre en raison de tortures et de traitements cruels, inhumains et dégradants.

La transcription des accusations, les déclarations de témoins et d'autres documents du dossier seront transmis au Procureur général de la Cour Internationale de Justice, ainsi qu'aux Nations Unies et au Conseil de sécurité.

La Commission du Tribunal de guerre de Kuala Lumpur a également demandé à ce que les noms de Bush, Cheney, Rumsfeld, Gonzales, Yoo, Bybee, Addington et Haynes soient officiellement rajoutés au registre de la Commission pour les crimes de guerre.

Ce tribunal est né de l'initiative de l'ex-premier ministre malais, Mahathir Mohamad, qui s'est toujours opposé à l'invasion de l'Irak par les USA en 2003.

Il a assisté personnellement aux audiences où étaient évoquées les expériences personnelles de trois témoins, à savoir Abbas Abid, Moazzam Begg et Jameelah Hameedi. Le tribunal a aussi entendu deux autres déclarations statutaires de la part d'un citoyen irakien, Ali Shalal, et d'un Britannique, Rahul Ahmed.

Après que les cinq juges eurent prononcé la sentence de culpabilité, Mahathir Mohamad a déclaré : « Les États-Unis continuent impunément à commettre des meurtres. »

L'avocat et expert en crimes de guerre, Francis Boyle (ci-dessous), professeur en droit international à l'école de droit de l'université de l'Illinois, faisait partie de l'équipe de procureurs en charge de l'accusation.

Après le procès, il a déclaré : « C'est la toute première fois au monde que ces gens sont condamnés. » Même si certains ne voient dans ce verdict qu'une mesure purement symbolique, le militant pour les droits de l'homme Francis Boyle a dit que Bush & Co allaient très certainement devoir faire face au même type de procès dans d'autres pays.

« Nous avons essayé par trois fois d'attraper Bush au Canada, mais le gouvernement canadien a fait échouer ces tentatives, puis nous l'avons dissuadé d'aller en Suisse. La démarche entreprise en Espagne a avorté à cause du gouvernement espagnol, et même résultat en Allemagne. »

Boyle a ensuite mentionné la Charte de Nuremberg qui a été utilisée comme support par le tribunal quand il s'est agi de justifier de la crédibilité de l'initiative malaise. Il rappelle que « les dirigeants, les organisateurs et les complices ayant participé à la formulation ou à l'exécution d'un plan commun ou d'un complot visant à commettre des crimes de guerre sont responsables de tous les actes perpétrés par quiconque met ces plans à exécution. »

Les USA sont sujets aux lois internationales communes et aux principes de la Charte de Nuremberg, a expliqué Boyle, qui pense également que le procès de ce week-end a été suivi de près par les responsables du Pentagone et de la Maison-Blanche.

Le professeur Gurdial Singh Nijar, qui présidait la Cour, a déclaré : « Le tribunal a porté une attention particulière au respect scrupuleux des principes dessinés par le tribunal de Nuremberg et les Cours internationales de justice. »

Il s'est aussi montré confiant sur le fait que le tribunal serait imité ailleurs dans le monde, « dans les pays

qui ont le devoir de juger les criminels de guerre, » et il a cité le cas du dictateur chilien Augusto Pinochet, arrêté en Grande-Bretagne pour être extradé vers l'Espagne sur des accusations de crimes de guerre.

« Pinochet avait quitté son siège de Président depuis seulement 8 ans lorsque cela s'est produit. »

L'affaire Pinochet fut la première fois où plusieurs juges européens ont appliqué le principe de la juridiction universelle, se déclarant eux-mêmes compétents pour juger les crimes commis par l'ex-chef d'État, malgré les lois d'amnistie locales.

Tout au long de la semaine, la salle du tribunal était remplie d'experts juridiques et d'étudiants en droit écoutant les témoignages des témoins et les analyses croisées de la défense emmenée par l'avocat Jason Kay Kit Leon.

La Cour a entendu comment Abbas Abid, un ingénieur de 48 ans habitant Fallujah en Irak avait eu les ongles retournés à l'aide d'une pince.

- Ali Shalal était ligoté avec des fils électriques puis électrocuté alors qu'on le suspendait contre le mur.
- Moazzam Begg a été battu, le visage encapuchonné, et maintenu en confinement.
- Jameelah a été dénudé et humilié, et utilisé comme bouclier humain alors qu'il était transporté en hélicoptère.
- Les témoins ont également donné des détails sur les séquelles de leurs blessures qui perdurent encore aujourd'hui.

Moazzam Begg, qui travaille désormais comme directeur de l'association de défense des droits de l'homme basée à Londres, Cageprisoners, a dit être très satisfait du verdict, mais a ajouté : « quand les gens parlent de Nuremberg, il faut garder à l'esprit que les personnes jugées ont toutes été poursuivies après la guerre. »

« La prison de Guantanamo est toujours ouverte au jour d'aujourd'hui, des gens y sont toujours détenus et torturés. »

En réponse aux questions sur la différence entre les administrations Bush et Obama, il a ajouté : « Si le président Bush a été le président des tortures extrajudiciaires, alors le président américain Barack Obama est celui des assassinats extrajudiciaires, avec les frappes de drones. Notre travail ne fait que commencer. »

L'accusation s'est efforcée de montrer comment les décisionnaires au plus haut niveau, à savoir le président Bush, son vice-président Dick Cheney, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, aidés et secondés par leurs conseillers juridiques et d'autres hauts responsables, ainsi que des officiels de la CIA, avaient tous agi de concert. La torture était utilisée systématiquement et est devenue un standard de fait. D'après l'accusation, les récits des témoins prouvent l'exercice continu contre eux de traitements brutaux, barbares et déshumanisants.

Ces actes criminels ont été commis de façon cumulative afin d'infliger les peines et les souffrances maximales, ont expliqué les avocats.

Le président du tribunal, Tan Sri Dato Lamin bin Haji Mohd Yunus Lamin, (abrégé en « M. Lamin ») a statué que l'accusation avait établi au-delà de tout doute raisonnable que les personnes poursuivies, à savoir le Président George W. Bush et ses coaccusés, « avaient participé, à travers un ensemble d'instructions, de mémorandums, de directives, de recommandations et d'actions légales, à établir un plan d'ensemble et un objectif commun, ou encore une conspiration dans le but de commettre les crimes en relation avec la « Guerre contre la terreur » et avec les guerres lancées par les USA en Afghanistan et en Irak. »

Le président Lamin a précisé devant un parterre plein à craquer : « En tant que tribunal de conscience, la Cour n'a pas de pouvoir d'application de la loi (enforcement) ni celui d'imposer une sentence d'emprisonnement à l'une quelconque des 8 personnes condamnées. Ce que nous pouvons faire, au titre de l'article 31 du Chapitre IV de la 2e partie de la Charte, est de recommander à la Commission des Crimes de guerre de Kuala Lumpur qu'elle transmette le verdict d'accusation par le Tribunal, accompagné des documents attenants, au Procureur en chef de la Cour criminelle internationale, ainsi qu'aux Nations Unies et au Conseil de sécurité. »

« Le Tribunal recommande également à la Commission des crimes de guerre de Kuala Lumpur que les noms des personnes condamnées soient ajoutés au Registre des Criminels de guerre de la Commission, et que celui-ci soit communiqué au public. »

« Le Tribunal recommande également que la Commission des crimes de guerre de Kuala Lumpur diffuse

le plus largement possible au niveau international l'information sur cette condamnation et sur les garanties de compensations, étant donné qu'il s'agit ici de crimes universels pour lesquels il est de la responsabilité de chaque nation de poursuivre juridiquement ces personnes si elles venaient à pénétrer sur le territoire où s'applique leur juridiction. »

Yvonne Ridley

Samedi 19 Mai 2012

Ziad Tarek Aziz : [Irak: "Silence, on exécute!"](#).

Dans une lettre publique, Ziad Tarik Aziz, le fils de Tariq Aziz, ancien vice-premier ministre de Saddam Hussein et ministre des Affaires étrangères, condamné à mort, informe le monde des méthodes expéditives utilisées par le gouvernement irakien pour exécuter en silence ses anciens ennemis condamnés à la peine de mort. Voici l'intégralité de la lettre :

« Madame, Monsieur,

Je suis certain que vous avez entendu l'information sur l'exécution de l'ex-secrétaire du président (Saddam Hussein), Abid Hameed Hamoud. Cependant, ce que vous ne savez pas, c'est qu'il a été conduit à son exécution en pensant qu'on l'emmenait faire un contrôle médical. Le gouvernement irakien n'a même pas informé sa famille ou ses proches, ou pris ses dispositions pour la remise du corps. C'est là un comportement typique du gouvernement irakien. Ils ont tellement soif de vengeance qu'ils ont ignoré les formalités consistant à informer le condamné de son exécution.

Mon père a été condamné à la peine de mort dans le même procès que M. Hameed. Je suis très inquiet à l'idée qu'ils puissent lui faire la même chose. Le secrétaire à la presse du Premier ministre a déclaré au début de l'année qu'ils allaient exécuter mon père, et ayant accompli cette formalité, rien ne peut les arrêter. Le monde doit savoir ce que ces gens ont fait et ce qu'ils feront, j'en suis certain, dans un futur très proche.

Je vous demande de m'aider à faire savoir au monde ce que ces gens ont fait et à arrêter ce qu'ils ont prévu de faire.

Merci pour votre soutien, ma famille et moi-même vous seront redevables.

Sincèrement

Ziad Tarik Aziz »

Source : Afrique Asie – juin 2012

<http://www.afrique-asie.fr/component/content/article/27-actualite32/3081-irak-silence-on-execute.html>

Robert Fisk : L'Irak retombe dans l'oubli.

Les souvenirs des tueries de la guerre, des enlèvements et des meurtres d'enfants se sont estompés.

L'environnement semble un peu plus sûr.

Mais neuf ans après la chute de Saddam Hussein, Robert Fisk a rencontré beaucoup de personnes qui estiment avoir perdu leur patrie

Dans la ville irakienne de Falloujah, les troupes américaines et britanniques se sont rendues coupables de véritables crimes de guerre.

L'ensemble des victimes civiles suite à l'invasion de l'Irak en 2003 avoisine le million de morts.

« Al-Qaïda a tué deux de nos hommes ici il y a deux jours, » dit le flic. « Puis ils nous ont appelé pour nous dire le nom de leur opération... sur une radio de la police... »

Nous nous étions dans Falloujah reconstruite, où la police demande à tous les étrangers de ne circuler qu'avec une escorte. Nous avons eu six gardes, l'un d'entre eux portant une cagoule. Vous voyez l'ambiance. Le colonel de la police a encore déclaré plus tard : « Al-Qaïda [est] toujours là, ils sont une nuisance, par exemple pour moi quand je dois me déplacer dans la ville, mais ils ne sont plus ce qu'ils étaient. »

Dans l'ancienne base de la marine US, non loin de la gare de chemin de fer nouvellement reconstruite - où il n'y a, bien sûr, pas de trains - l'enseigne à moitié effacée « USMC » était encore sur le mur. Mais il y avait de la poussière en tourbillons autour de la cour et quelques-uns des sacs de sable étaient crevés. Tout le chemin du retour à Bagdad, on apercevait les anciennes bases américaines délabrées, et les murs anti-explosion en béton de quelques-unes s'étaient effondrés. Il y avait une forte impression d'un empire défunt - à la suite des Romains puis la Grande-Bretagne.

L'Irak ne manque pas de problèmes. Son vice-président, Tareq al-Hashemi, a fui Bagdad pour le Kurdistan irakien puis est parti au Qatar et ensuite en Arabie Saoudite, faisant une tournée dans le Golfe - à la grande colère du premier ministre irakien Nouri al-Maliki qui l'accuse d'avoir organisé des escadrons de la mort. Al-Hashemi affirme que trois de ses hommes ont été torturés à mort dans une prison de Bagdad - l'administration al-Maliki disant qu'une seule est morte et pour des raisons médicales.

C'est une sale histoire. Le gouvernement central veut même mettre au pas les autorités de l'aéroport d'Erbil, la capitale kurde, pour avoir permis à al-Hashemi de s'envoler vers le Qatar. La Grande-Bretagne n'est pas une république, mais c'est un peu comme si Cameron accusait Clegg d'être un traître, Clegg s'enfuyant alors en Ecosse et Cameron affirmant que l'aéroport d'Edimbourg ne devrait pas l'avoir laissé s'envoler vers l'Irlande. « La loi irakienne est une et elle s'applique à tous, y compris au Kurdistan, » a annoncé un porte-parole du gouvernement.

Mais cela ne marche pas. Le Kurdistan irakien est presque un Etat indépendant - il possède son propre drapeau, sa propre langue nationale - même si ses plaques d'immatriculation sont encore irakiennes. Sur tout le chemin en autoroute jusqu'à Erbil, il y a la police irakienne et des checkpoints de l'armée - certains policiers roulent en voitures Chevrolet vert et jaune vif - et ils sont beaucoup plus conviviaux que les anciens points de contrôle américains où des soldats nerveux et effrayés pointaient sur vous leurs fusils au cas où vous étiez un attaquant-suicide. Il y a un tronçon de 50 kilomètres qui est généralement considéré comme dangereux - c'est un territoire d'Al-Qaïda, pour autant que vous pouvez utiliser l'expression - et puis vous arrivez au Kurdistan, et l'écume des rivières sous la route et les flics sont encore plus amicaux. En dehors d'Erbil il y a un grand bâtiment qui ressemble à un entrepôt douanier. Oui, l'Irak est plus sûr, et même l'ancienne résistance sunnite - n'ayant plus d'ennemis américains à attaquer - a annoncé que son ennemi était maintenant l'Iran. Peut-être bien.

Je suis sur l'autoroute avec le Dr Loubna Naji, une femme médecin de 25 ans. Elle secoue la tête. « Il n'y a plus de véritable pays. Quand je parle à mes amis, pour la plupart des médecins, tous parlent de quitter l'Irak. Ils rêvent tous de partir parce que votre foyer est là où vous vivez, là où on vous désire. Nous avons perdu notre sens de quelque chose qui nous appartienne, notre patrie. Nous avons perdu notre identité nationale en tant qu'Irakiens. »

Vous entendez beaucoup dire cela. Le gouvernement, vous dit-on à Bagdad, est sans aucune honte sectaire. Et la corruption. Saad Tahr Hussein est un journaliste qui va droit au but. « Pour moi, je préfère mourir ici, comme un arbre debout, restant ferme. » Je me moque de sa double métaphore et il agite sa main. « C'est la différence entre l'ancienne et les jeunes générations. » Nous avons passé tellement de points de contrôle que je suis presque pris de vertige. Le temps que j'étais à Erbil, j'ai compté 13 types différents de tenue de camouflage. Ceux en noir autour de Bagdad sont du parti chiite al-Dawa d'al-Maliki. Tous les flics sont en fait des miliciens, me dit-on dans la ville d'al-Hawaya. Eh bien, qu'ils obéissent à la loi. Les salaires mensuels sont de 300 livres sterling pour les policiers et les officiers de l'armée en touchent 500. En Irak, on risque sa vie pour une telle somme.

Mais que dire du côté sombre ? Qu'est-il arrivé à l'Irak dans les jours noirs de la guerre sectaire, des enlèvements et des meurtres d'enfants ? Le docteur Naji frémit. « J'étais une étudiante de quatrième année de médecine à l'Institut de médecine légale à côté de la morgue et vous ne croiriez pas ce que nous avons vu. Je me souviens d'un corps qui nous était arrivé. Il avait été décapité et quelqu'un avait cousu une tête de chien à la place. Pouvez-vous imaginer quelqu'un capable de faire une telle chose ? » L'homme transformé en chien. C'est le genre de chose que les Safavides auraient fait, ou les Mongols. Nous avons encore besoin d'une étude psychologique de l'Irak dans les années 2005-2007.

Comme si la souveraineté ne comptait pas, le gouvernement de Bagdad affirme que les Kurdes vendent illégalement du pétrole aux Iraniens, privant le gouvernement de milliards de dollars de ressources. Le Vice-Premier ministre Hussein Shahrastani, une victime des tortionnaires à l'époque de Saddam Hussein - combien rapidement on évacue ces souffrances du passé, bien que les Irakiens, eux, ne les oublient pas - affirme que le manque à gagner est tellement énorme qu'il crée un déficit dans le budget.

Un haut fonctionnaire afghan a admis en octobre dernier que son propre pays achetait du pétrole aux Kurdes - c'est un long chemin pour le transporter par camions - mais le gouvernement dispose d'un nœud coulant pour étrangler les Kurdes. C'est lui qui paie les salaires des Peshmergas, les forces de sécurité du Kurdistan. « Si leurs salaires n'arrivent plus, ils cesseront de marquer leur allégeance à nos dirigeants », m'a dit un Kurde irakien à Erbil. « Nous avons nos propres problèmes ici - à propos de la

liberté d'expression et de manifestation - et nous devrions résoudre ces problèmes avant de commencer à parler d'avoir un Etat pour nous. Quoi qu'il en soit, la Turquie est maintenant notre principal partenaire commercial. Mais que diraient-ils si nous proclamions l'indépendance du Kurdistan ? » On peut sans peine l'imaginer.

21 mai Robert Fisk - The Independent

24 avril 2012 - The Independent - Vous pouvez consulter cet article à :

<http://www.independent.co.uk/opinio...>

[Traduction : Info-Palestine.net](http://www.info-palestine.net) - Claude Zurbach

1 Dommages Collatéraux...

[USA: toutes les 8 minutes un vétéran américain se suicide.](#)

Toutes les 8 minutes un vétéran américain qui avait participé à la guerre en Irak se suicide. Selon ce rapport préparé par l'administration d'inspection général américaine commandé par le Congrès, des centaines de milliers de vétérans américains souffrant des troubles mentaux dues à la guerre reçoivent tardivement les soins nécessaires. On dit que le gouvernement américain envisage d'augmenter le nombre de personnel de cette administration pour résoudre ce problème mais cette décision à elle-seule n'est pas suffisant.

IRIB

2-1 Occupation de l'Irak

Etats-Unis

Abu Assur : La Résistance irakienne pilonne les trous des Gangsters US à Bagdad.

Des factions de la Résistance irakienne, a pilonné ce mercredi matin le 23 mai 2012 les trous où se terrent les Occupants US criminels à Bagdad.

Dans un communiqué distribué à la presse, l'Armée des Tabi'in, l'une des différentes factions de la Résistance irakienne, affirme avoir lancé 4 missiles Katyusha contre le siège de l'Occupation US au cœur de la Zone Verte à Bagdad.

Le communiqué en outre affirme que les bombardements ont touché leurs cibles comme constaté par différentes sources et médias indépendants dont la chaîne satellitaire Al Sharqia qui a parlé de plusieurs explosions survenues dans la Zone verte ciblée.

Cette opération, indique le communiqué, fait partie de la continuation de la campagne, « Les flèches du Ciel visent les criminels de la Zone verte » initiée par l'armée des Tabi'in.

Les criminels occupants US déclarent dans leur propagande s'être retirés de l'Iraq. En réalité, les troupes US régulières ont été remplacées par des centaines de milliers de mercenaires qui se terrent dans des bases à travers tout l'Iraq et que la Résistance irakienne bombarde sans relâche.

Armée des Tabi'in

- 25 Mai

Traduit par Abu Assur

23 mai 2012

Source : [الخضراء بأربعة صواريخ جيش التابعين يقصف ما يسمى بالمنطقة](#)

<http://assurbanipal-banipal.blogspot.fr/2012/05/la-resistance-iraquienne-pilonne.html> le secrétaire de l'ancien président Saddam Hussein exécuté

3) Politique

a) Des collaborateurs Irakiens

Maliki

La crise politique s'aggrave.

"Le Premier ministre, Nouri Al-Maliki, estime que la crise politique est alimentée par l'étranger", titre le quotidien irakien, en faisant référence à l'activité diplomatique autour des tensions régionales qui ont la Syrie pour épice. L'Irak assiste depuis six mois au bras de fer auquel se livrent le gouvernement

dominé par les chiites et proche de l'Iran d'un côté, et de l'autre l'opposition sunnite, soutenue par l'Arabie Saoudite. Celle-ci est plus que jamais décidée à obtenir la chute du gouvernement.

<http://www.courrierinternational.com/breve/2012/06/08/la-crise-politique-s-aggrave>

Maliki échappe à la défiance, la crise politique continue.

Le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki, accusé de travers dictatoriaux, devrait échapper au vote de défiance parlementaire pour lequel militent ses anciens alliés, mais la crise politique qui paralyse l'Irak depuis six mois n'est pas réglée pour autant.

Le président irakien Jalal Talabani a opposé ce week-end une fin de non-recevoir à ceux qui lui demandaient depuis plusieurs semaines d'organiser un vote de défiance à l'encontre du chef de gouvernement chiite arrivé au pouvoir en 2006 et reconduit suite aux élections législatives de 2010. La lettre du président demandant la tenue du vote a bien "été préparée mais pas transmise au Parlement en raison d'un manque de soutien" à cette initiative, ont annoncé les services de M. Talabani dans un communiqué publié samedi.

Plus de 160 députés avaient initialement soutenu l'idée d'une motion de défiance, parmi lesquels des membres de partis faisant partie de la coalition gouvernementale comme le bloc laïque Iraqiya, les sadristes et les Kurdes, selon le communiqué. Un minimum de 163 votes (sur 325 députés) sont nécessaires pour faire passer un vote de défiance.

Mais 11 des élus ayant donné leur feu vert à la demande se sont par la suite dédits et deux autres ont gelé leur accord, selon le communiqué de la présidence, qui ne précise par leur appartenance.

M. Maliki s'est félicité de cette nouvelle dimanche et a remercié M. Talabani pour son rôle "constructif". "Je profite de cette occasion pour renouveler mon appel à tous les partenaires politiques à s'asseoir autour d'une table pour négocier et à se montrer ouvert à des discussions sur tous les points de désaccord", a-t-il dit dans un communiqué.

"Je suis certain que nous serons capables de venir à bout des défis et difficultés auxquels nous faisons face", a-t-il ajouté.

Le chef religieux radical chiite Moqtada Sadr a au contraire estimé que la crise "ne fait que commencer". Le conflit s'était déclaré en décembre, au moment du retrait des troupes américaines d'Irak, sous l'impulsion d'Iraqiya, bloc laïque mais dominé par les sunnites. Les dirigeants kurdes et sadristes sont depuis également entrés en conflit avec M. Maliki.

Haidar al-Mullah, député d'Iraqiya, a répété dimanche que l'initiative lancée par son mouvement visait à "mettre fin à la dictature", et affirmé qu'un nombre de voix suffisant pourrait être réuni "en une demi-heure".

"Mais le problème, ce sont les pressions exercées sur le président et certains membres du Parlement", a-t-il dit à l'AFP, nommant "de claires pressions iraniennes".

Une rencontre a eu lieu dimanche entre Iraqiya, l'Alliance kurde et le bloc sadriste à Erbil (Kurdistan), à l'issue de laquelle les participants se sont engagés à "continuer d'appeler les forces parlementaires à s'opposer par des moyens légaux à la loi d'un seul homme (...) et à condamner les pressions exercées sur les membres du Parlement", selon un communiqué publié sur le site du président de la région kurde, Massoud Barzani.

Le député kurde indépendant Mahmoud Othman a pour sa part appelé à une "conférence nationale (permettant) un dialogue sérieux". "Maliki doit avoir une nouvelle chance de reconsidérer sa politique car elle déplaît à la moitié du Parlement", a-t-il estimé.

La crise paralyse de fait l'action des institutions politiques du pays -le Parlement n'a adopté aucune loi importante ces derniers mois, à l'exception du budget- et pénalise de plus en plus l'économie, selon les experts.

Le diplomate pressenti pour devenir ambassadeur américain en Irak, Brett McGurk, a mis en garde cette semaine contre des "divisions entre sunnites et chiites extrêmement profondes". "Le spectre du conflit religieux est là, les Irakiens sont toujours en train de s'en remettre, nous devons les aider", a-t-il.

De Salam FARAJ

Les grandes manœuvres

Repère : tourmente irakienne

Le Premier ministre irakien traîne une bien inquiétante accusation, celle de faiseur de guerre aux Irakiens

qui ne seraient pas de son bord, ce qui suscite une forte inquiétude au sujet de questions d'une extrême sensibilité que lui, bien entendu, refuse de considérer comme telles.

Comment, en effet, considérer autrement la récente sortie du chef de la région autonome du Kurdistan affirmant, au sujet d'un projet de vente d'armes américaines, que «les F-16 ne doivent pas arriver dans les mains de cet homme. Nous devons empêcher qu'il possède ce type d'armes et s'il les obtient, il ne doit pas rester à son poste» ? En soulevant une question aussi importante, adossée à une accusation d'une telle ampleur, c'est que rien ne va plus en Irak, à supposer que cela allait depuis la chute du régime de Saddam Hussein. Ce qui n'est pas le cas puisque le fédéralisme, dans sa forme actuelle, a été arraché par différentes parties, envisageant elles-mêmes, autrement, aussi bien les rapports de leurs communautés respectives avec l'autorité centrale et leur avenir, l'option la plus sérieusement envisagée étant celle de la séparation, donc l'éclatement de l'Irak.

Tout juste bon pour exacerber la situation actuelle issue des affrontements intercommunautaires, lesquels ont entraîné d'importants déplacements de populations. Depuis peu, la mosaïque irakienne a cessé d'exister, remplacée par des entités ethniquement homogènes. En décembre 2011, les Etats-Unis avaient donné leur accord pour vendre 36 F-16 à l'Irak. Sans en apporter le moindre élément de preuve, Massoud Barzani prétend que, lors d'une réunion avec des officiers de l'armée irakienne, M. Al Maliki aurait menacé d'utiliser ces appareils pour frapper le Kurdistan, un territoire qui a pris autant de distance que de libertés avec le pouvoir central, comme en témoigne la récente crise du pétrole, le Kurdistan étant accusé de vouloir garder pour lui les richesses contenues dans cette région, sinon de faire de l'Irak un client comme les autres.

Ce n'est donc là qu'un épisode de plus dans ce rapport où Massoud Barzani accuse le chef du gouvernement irakien de se conduire en dictateur en concentrant tous les pouvoirs entre ses mains. Le Premier ministre irakien reproche, pour sa part, au dirigeant kurde de signer des accords pétroliers sans l'agrément de Bagdad et de se livrer à de la contrebande de produits raffinés vers l'Iran et l'Afghanistan. Se présentant en tant que médiateur entre les deux hommes, le chef radical chiite, Moqtada Sadr, se déclare opposé au renversement immédiat du gouvernement irakien, mais refuse que Nouri Al Maliki puisse se présenter en 2014 pour un troisième mandat, alors même que rien ne l'en empêche, sauf le vote des Irakiens. Sur un autre plan, le Premier ministre turc accuse son homologue irakien, qui vient d'achever une visite officielle en Iran, de «faire un show» pour avoir affirmé que la Turquie était en train de devenir un ennemi dans la région.

Ce que l'on retiendra toutefois de la réplique de M. Erdogan, c'est son assurance que son pays ne faisait «pas de distinction entre chiites et sunnites», ce qui renvoie à un débat d'une autre nature. Nouri Al Maliki, un chiite, a affirmé que la Turquie était en train de devenir un ennemi dans la région en cherchant à la dominer et à interférer dans les affaires internes de ses voisins. Le prétexte est fourni par la crise syrienne dans laquelle la Turquie soutient l'opposition syrienne, contrairement à l'Irak qui a pris le parti du régime en place. Difficile de croire que la crise syrienne en serait le prétexte, sinon l'unique. En effet, en une semaine, M. Erdogan a reçu le vice-président sunnite irakien, Tarek Al Hachémi, poursuivi par la justice de son pays qui l'accuse d'avoir dirigé un gang de tueurs, et Massoud Barzani. Comment, dans de telles conditions, ne pas s'interroger sur le rôle de la Turquie, elle qui est, juste après l'Iran, le deuxième partenaire commercial de l'Irak avec un volume d'échanges de 12 milliards de dollars en 2011 que Ankara voudrait porter à 20 ou 30 milliards en 2012 ? Comment envisager ainsi l'avenir, entre Irakiens d'abord et entre l'Irak et ses voisins, si le cadre venait à se brouiller davantage ?

Mohammed Larbi

le 30.04.12

http://www.elwatan.com/international/repere-tourmente-irakienne-30-04-2012-168749_112.php

c) Sur le terrain

Résultat mitigé pour le 4e tour d'enchères pétrolières et gazières.

L'Irak a peiné à attirer les grands groupes internationaux lors de son 4è tour d'enchères pour l'attribution de contrats d'exploration gazière et pétrolière, une déception pour ce pays déterminé à devenir un poids lourd énergétique. |

L'Irak a peiné à attirer les grands groupes internationaux lors de son 4è tour d'enchères pour l'attribution de contrats d'exploration gazière et pétrolière, une déception pour ce pays déterminé à devenir un poids lourd énergétique.

Seuls trois des 12 contrats d'exploration proposés à la vente ont été attribués en deux jours de vente à l'encan au ministère du [Pétrole](#) à Bagdad.

Et la plupart des blocs proposés n'ont suscité aucune offre de la part des 47 groupes étrangers présélectionnés pour la vente, parmi lesquels figuraient nombre de grandes majors internationales. Il s'agissait du quatrième tour d'enchères de ce type depuis 2009 et douze sites, sept pour le gaz et cinq pour le pétrole, passaient sous le marteau. Mais les précédentes enchères concernaient des gisements déjà existant et non des blocs d'exploration.

"C'est très décevant (pour l'Irak) car (...) leur priorité était d'attribuer les blocs de gaz, puisqu'ils ont un besoin urgent de gaz pour fabriquer de l'électricité et pour l'industrie", a souligné l'experte Ruba Husari, qui dirige le site spécialisé Iraq Oil Forum.

"La leçon à en tirer est que le modèle qui a été proposé ne convient pas pour l'exploration de gaz", a-t-elle ajouté.

Mais Abdel Mehdi al-Amidi, responsable des contrats et licences au ministère du Pétrole, a qualifié la vente d'un quart des lots proposés de "grand succès".

"Avec les 3 contrats (ainsi attribués), il y a 18 contrats en [marche](#) dans le pays. C'est une activité énorme dans le pays", s'est-il félicité.

Le ministre du Pétrole Abdel Karim al-Luaybi a pour sa part souhaité "bonne chance aux compagnies qui ont gagné", les assurant de "tout le soutien du [gouvernement](#) et du ministère du Pétrole dans leur travail". "Notre espoir est d'augmenter les réserves pour les générations à venir", a-t-il lancé.

Mercredi, seul le bloc 9, un territoire de 900 km² au sud du pays qui pourrait contenir du pétrole, avait été attribué à un consortium composé de Kuwait energy (40%), du groupe turc TPAO (30%) et du groupe émirati Dragon Oil (30%).

Jeudi, le groupe pakistanais Pakistan Petroleum a remporté le bloc 8, un territoire de 6.000 km² situé dans les provinces de Diyala et Wassit (centre) et qui pourrait receler du gaz naturel. Un consortium mené par le groupe russe Lukoil a pour sa part emporté le bloc 10, territoire de 5.500 km² dans les provinces de Mouthanna et Zi Qar (sud), et qui pourrait contenir du pétrole.

Comme lors des précédentes enchères, les groupes retenus avaient accepté d'être rémunérés sur une base fixe et non sur la base de contrats de partage de production, qui ont la préférence des grands groupes énergétiques.

La question du pétrole est centrale en Irak, qui compte principalement sur cette manne pour financer sa reconstruction après des décennies de guerre et de sanctions.

L'Irak pompe environ 3 millions de barils de pétrole par jour (mbj) dont 2,4 millions sont exportés et a pour objectif de passer cette année à respectivement à 3,4 mbj et 2,6 mbj.

Quant au gaz naturel, dont l'Irak abrite des réserves considérables (estimées à 3.200 milliards de mètres cubes), il est destiné à alimenter la production d'électricité, très défaillante dans le pays.

Les enchères se sont déroulées sur fond d'atmosphère alourdie par le conflit qui oppose depuis des mois le gouvernement irakien à la région autonome du Kurdistan (nord), qui revendique le droit de signer ses propres contrats énergétiques avec des entreprises internationales, ce que lui refuse catégoriquement Bagdad. La major américaine ExxonMobil, qui a signé l'automne dernier un contrat controversé avec le Kurdistan, s'est ainsi vu barrer l'accès au quatrième tour.

Ali al-Saadi

31-05-2012

<http://www.leparisien.fr/flash-actualite-economie/irak-resultat-mitige-pour-le-4e-tour-d-encheres-petrolieres-et-gazieres-31-05-2012-2025846.php>

Attentats contre des oléoducs en Irak, exportations pas affectées (...)

Cinq bombes ont explosé samedi dans un champ pétrolier du nord de l'Irak endommageant deux oléoducs mais n'affectant pas les exportations de brut, ont indiqué des responsables.

Les deux pipelines touchés transportent le pétrole du champ de Bai Hassan dans la province irakienne disputée de Kirkouk vers celui de Ceyhan en Turquie via lequel le pétrole irakien est exporté.

Il y a eu des explosions contre des oléoducs à Bai Hassan. C'était une attaque terroriste, a déclaré Abed Hassan, maire du district.

Un responsable de la compagnie nationale de pétrole a précisé que l'attaque était survenue vers 06H30

(03H30 GMT). Les deux oléoducs ont été endommagés mais les exportations n'ont pas été affectées, a-t-il dit sous couvert de l'anonymat.

Selon lui, trois autres bombes placées en bord de route ont explosé dans le champ sans faire de dégâts, et deux autres ont été désamorçées par les forces de sécurité.

Les ministères de la Défense et de l'Intérieur ainsi que celui du Pétrole n'assurent pas la protection dans ce champ et ils comptent sur les tribus habitant à proximité pour le faire mais celles-ci n'ont pas d'armes, a-t-il ajouté.

Le champ de Bai Hassan est situé dans une zone revendiquée par le pouvoir central à Bagdad et les régions kurdes autonomes dans le nord. Environ un quart des exportations de pétrole irakien transite par la Turquie.

En mai, les autorités irakiennes ont indiqué chercher à acquérir des drones de surveillance pour veiller à la sécurité de ses oléoducs et plateformes pétrolières, infrastructures vitales pour la reconstruction du pays et régulièrement la cible d'attaques.

Le pétrole représente les deux tiers du produit national brut irakien et est vital pour la reconstruction des infrastructures détruites lors des guerres et des violences des dernières décennies.

Les revenus pétroliers irakiens ont progressé de 60% en 2011 grâce à une augmentation des exportations et une hausse des prix du brut, selon des chiffres officiels. L'Irak a exporté en 2011 environ 2,1 millions de barils.

09 juin 2012 11h41)

AFP

Prisons, exactions & torture

LE SECRETAIRE DE L'ANCIEN PRESIDENT SADDAM HUSSEIN Abed Hmoud - EXCECUTE

Le secrétaire particulier de l'ex-président irakien Saddam Hussein, Abed Hmoud, condamné à mort en 2010, a été exécuté, a indiqué jeudi un porte-parole du [ministère de la Justice](#), Haidar al-Saadi.

"Il a été exécuté aujourd'hui", a dit M. Saadi. "Le ministère de la Justice a mis en œuvre la peine de mort prononcée contre le criminel Abed Hmoud (...) pour génocide" lors de la répression des chiites dans les années 1980.

Abed Hmoud, aussi connu sous le nom de Abed Hamid Mahmoud, avait été condamné à la peine capitale le 26 octobre 2010, en même temps que d'autres piliers du régime dont [Tarek Aziz](#), ministre des Affaires étrangères et compagnon de la première heure de Saddam Hussein et, qui se trouve actuellement en prison, et l'ex-ministre de l'Intérieur Saadoun Shaker.

Abed Hmoud était représenté par un des quatre as (les trois autres étant Saddam et ses deux fils Oudaï et Qoussaï), dans le jeu de cartes représentant les responsables irakiens recherchés par les forces américaines après l'invasion de 2003. Il avait été arrêté en juin 2003.

Avec son béret toujours vissé sur la tête et les mêmes moustaches que son maître, il était l'un des hommes les plus redoutés du régime car il était celui qui donnait les directives présidentielles à tous les ministres.

http://www.lepoint.fr/monde/irak-le-secretaire-de-l-ancien-president-saddam-hussein-execute-07-06-2012-1470486_24.php

AL MANAR : Premiers témoignages à la barre contre le vice-président Hachémi

Des proches de victimes et des témoins ont accusé mardi le vice-président irakien Tarek al-Hachémi d'avoir fomenté des meurtres, à l'ouverture de son procès par contumace à Bagdad.

Hachémi a été accusé en décembre d'avoir dirigé un escadron de la mort, des accusations selon lui sans fondement et lancées à des fins purement politiques.

Ni Hachémi ni ses employés poursuivis en même temps que lui n'étaient présent à l'audience.

Le vice-président se trouvait aux dernières nouvelles en Turquie, pays qui refuse de l'extrader vers l'Irak, malgré la demande d'arrestation internationale pour avoir "financé des attaques terroristes" dans son pays diffusée par Interpol.

L'audience de mardi concernait les meurtres de deux responsables des services de sécurité et d'un avocat. Hachémi et certains membres de sa garde rapprochée sont poursuivis pour 150 chefs d'inculpation,

notamment le meurtre de six juges et de plusieurs hauts responsables, dont le directeur général du ministère de la sécurité nationale.

AL MANAR

Extension des actions ?

[Algerie1: Un attentat suicide contre une fondation chiite fait 22 morts.](#)

Un attentat suicide à la voiture piégée a détruit lundi le siège d'une fondation religieuse chiite à Bagdad, faisant au moins 22 morts et ravivant la crainte de nouvelles tensions confessionnelles dans un pays plongé dans une grave crise politique.

Ce bilan est le plus lourd pour un attentat individuel à Bagdad depuis l'explosion d'une voiture piégée le 27 janvier près d'un hôpital, qui avait fait 31 morts.

L'attaque, qui a également fait une soixantaine de blessés, a visé l'administration en charge de la gestion des sites religieux chiites d'Irak vers 11H00 (08H00 GMT) dans le quartier de Bab al-Mouazzam dans le centre de Bagdad.

Le Premier ministre chiite Nouri al-Maliki et le président du Parlement, le sunnite Ossama al-Noujaifi, ont condamné l'attentat et appelé au calme. Le bâtiment a été « totalement détruit », a déclaré à l'AFP le vice-directeur de la fondation, cheikh Sami al-Massoudi, en soulignant que « des martyrs sont ensevelis sous les ruines ».

L'institution visée était en conflit avec son équivalente sunnite au sujet du contrôle du mausolée chiite Al-Askari de Samarra, une ville majoritairement sunnite située à 110 km au nord de Bagdad.

Ce mausolée avait été la cible d'un attentat le 22 février 2006, lequel avait déclenché une guerre confessionnelle entre sunnites et chiites qui a fait des dizaines de milliers de morts dans les années suivantes. Les chiites sont majoritaires en Irak.

L'attaque de lundi « s'est produite après que (la fondation chiite) a procédé à l'enregistrement du mausolée il y a cinq jours, et nous avons reçu beaucoup de menaces. Certains médias ont créé des tensions sur cette affaire », a expliqué cheikh Massoudi. Cette procédure est « légale et constitutionnelle et nous sommes dans notre droit car il s'agit d'un site chiite », a-t-il ajouté.

« Nous n'accusons personne, mais nous appelons les Irakiens à enterrer cette querelle, car il existe un plan pour lancer une guerre civile » à base confessionnelle.

Un porte-parole de la fondation sunnite, Faris al-Mehdaoui a condamné cette attaque qualifiée de « criminelle, lâche et fanatique », et l'action de ceux qui « veulent ramener le pays aux années de violences ».

Il a indiqué à l'AFP que peu après l'attentat, deux obus s'étaient abattus sur le siège de son institution à Bagdad. Un responsable du ministère de l'Intérieur a indiqué qu'il s'agissait d'une explosion provoquée par une bombe.

Il n'y a pas eu de victimes. Sur les lieux de l'attentat, des dizaines d'ambulances et de secouristes s'activaient pour évacuer et fouiller les décombres, tandis que les proches se rassemblaient à proximité, a constaté un journaliste de l'AFP.

Mohamed, propriétaire d'un restaurant en face du site visé, pleurait, vilipendant la classe politique: « Venez voir les maisons qui ont été détruites sur la tête des enfants ! » « C'était un 4X4 blanc, il (le kamikaze) allait trop vite et il a heurté la porte de la fondation et a explosé.

Tout d'un coup j'ai vu deux de mes employés morts devant moi », a-t-il ajouté, torse nu et couvert de sang avec des points de suture visibles sur ses blessures.

« Maliki et Allawi se disputent pour diriger le gouvernement et nous sommes les victimes », a-t-il dit en allusion au chef du gouvernement et à son rival Iyad Allawi. L'Irak est englué depuis six mois dans une grave crise politique opposant M. Maliki à plusieurs dirigeants sunnites et kurdes qui lui reprochent son autoritarisme.

Le ton s'est durci depuis quelques semaines et le chef religieux radical chiite Moqtada Sadr et le bloc laïque Iraquiya, dont fait partie M. Noujaifi, ont appelé ces derniers jours M. Maliki à démissionner. Alors que le pays continue de faire face à de graves problèmes de sécurité et de pauvreté, l'action des institutions politiques paraît quasi paralysée depuis décembre.

04/06/2012

4 Lutte pour la libération du territoire

Almanar : Hausse du nombre de tués en Irak en mai.

Le nombre d'Irakiens tués dans des violences a augmenté au cours du mois de mai, tout en restant proche des bilans les plus bas enregistrés depuis l'invasion américaine de mars 2003, selon des chiffres officiels diffusés samedi.

Au total, 132 Irakiens dont 90 civils, 20 policiers et 22 soldats ont été tués, selon les données des ministères de l'Intérieur, de la Santé et de la Défense.

En avril, les violences avaient fait 126 tués. Et le mois de mars 2012 avait été le mois le moins meurtrier depuis l'invasion américaine avec 112 tués, selon les mêmes sources.

Dans le même temps, 248 personnes ont été blessées en mai, dont 115 civils, 80 policiers et 53 militaires. En outre, 20 insurgés ont été tués et 105 autres arrêtés.

L'épisode le plus meurtrier de ces dernières semaines remonte à jeudi, lorsqu'une série d'attentats à la bombe a frappé Bagdad, faisant au moins 17 morts et 57 blessés.

<http://www5.almanar.com.lb/french/adetails.php?fromval=1&cid=20&frid=20&eid=66769>

www.levif.be - Belga: Trois policiers et un soldat tués dans des attentats

Trois policiers et un soldat ont été tués dans des attentats et six autres personnes ont été blessées lundi en Irak, ont indiqué des sources de sécurité.

Selon un lieutenant colonel de police, des inconnus ont ouvert le feu contre un point de contrôle à Hamam al-Alil, une localité située à 35 km au sud de la ville septentrionale de Mossoul, tuant trois policiers et en blessant deux autres, avant de s'enfuir.

Par ailleurs, des hommes armés ont abattu un soldat à Baqouba, à 60 km au nord-est de Bagdad, et dans la même région, à Khalès, une bombe a blessé trois policiers, selon un commandant de police et des sources médicales.

Dans le centre de Bagdad, à Karrada, des assaillants ont blessé par balle un lieutenant de police, selon une source du ministère irakien de l'Intérieur.

La violence a nettement(...) diminué en Irak après le pic de 2006 et 2007, mais elle reste présente notamment à Bagdad, Dyala et Mossoul.

En mai, 132 Irakiens ont été tués, selon les statistiques officielles. (DGO)

11 juin 2012 à 19h21

(Belga)

<http://www.levif.be/info/belga-generique/irak-trois-policiers-et-un-soldat-tues-dans-des-attentats-en-irak/article-4000115013243.htm#>

5 Prisons, exactions.

AFP : Le soldat US John Russell inculpé pour meurtre.

Un soldat américain accusé du meurtre de cinq autres soldats sur lesquels il avait ouvert le feu sur une base militaire en Irak en 2009 a été inculpé hier, ont annoncé les autorités militaires.

Détenu sur la base Lewis-McChord, dans l'Etat de Washington (nord-ouest), le sergent John Russell devrait comparaître devant une cour martiale, même si aucune date d'audience n'a été fixée.

Hier, il a été inculpé pour cinq assassinats, une agression violente et une tentative de meurtre.

Il encourt la peine de mort s'il est reconnu coupable, précise un communiqué de la base Lewis-McChord.

John Russell est accusé d'avoir abattu le 11 mai 2009 cinq autres soldats et d'en avoir blessé trois autres dans un hôpital soignant les traumatismes de guerre sur la base Liberty à Bagdad.

Cette attaque d'un Américain contre ses compatriotes n'était pas exceptionnelle en Irak à cette période.

L'année précédente, un autre sergent avait tué deux de ses supérieurs sur une base dans le sud du pays.
AFP

Mis à jour le 19/05/

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2012/05/19/97001-20120519FILWWW00301-un-soldat-us-inculpe-pour-meurtre-en-irak.php>

6 Les voisins

Turquie

[Tension Irak-Turquie: Bagdad convoque l'ambassadeur turc.](#)

Les autorités irakiennes ont convoqué l'ambassadeur de Turquie pour protester contre les propos du Premier ministre turc sur la situation intérieure en Irak, indiqué lundi sur son site en anglais le ministère des Affaires étrangères.

"Le vice-ministre des Affaires étrangères Labib Abbawi a convoqué dimanche au ministère M. Yunus Demerer pour lui faire part de la protestation énergique du gouvernement irakien après les récentes déclarations de M. Recep Tayyip Erdogan, concernant la situation politique en Irak, qui sont une ingérence inacceptables dans les affaires intérieures du pays", affirme le communiqué.

M. Abbawi a exprimé "l'espoir de voir le gouvernement turc cesser de donner ce genre de déclarations qui portent atteinte à la souveraineté de l'Irak et de s'en tenir à la diplomatie pour exprimer son point de vue sur la situation actuelle dans les deux pays et dans la région afin de maintenir des relations bilatérales fortes".

Jeudi, Erdogan avait accusé le chef du gouvernement irakien Nouri al-Maliki de monopoliser le pouvoir, et d'"égocentrisme" politique.

Le Premier ministre irakien avait répliqué le lendemain en accusant la Turquie, d'être en train de devenir un ennemi dans la région en cherchant à la dominer et à s'ingérer dans les affaires internes de ses voisins. "Poursuivre sa politique intérieure et régionale va nuire aux intérêts de la Turquie et en faire pour tous un Etat hostile", avait-il dit dans un communiqué.

Poursuivant la polémique, M. Erdogan avait répondu samedi: "Si nous donnons trop la parole à M. Maliki, nous lui offrons l'occasion de faire un show, il n'y a pas besoin de l'encourager dans sa recherche de prestige", a déclaré à Istanbul M. Erdogan

Rappelons que la Turquie a récemment provoqué Bagdad en accueillant le vice-président irakien, Tarek Hachemi, accusé de diriger des escadrons de la mort en Irak.

Hachemi refuse de se rendre à la justice irakienne.

24/04/2012

IRIB

7 10 Géographie de l'Irak

L'Irak est divisé en 18 provinces (*muhafazat*, au singulier *muhafazah*):

- Superficie : 437 072 km² (dont 4 910 km² d'eau)

L'Irak est divisé en 18 provinces (*muhafazat*, au singulier *muhafazah*):

- Al Anbar
- Al Basrah
- Al Muthanna
- Al Qadisiyah
- An Najaf
- Arbil
- As Sulaymaniyah
- At Ta'mim
- Babil
- Bagdad
- Dahuk
- Dhi Qar
- Diyala

- Kerbala
- Maysan
- Ninawa
- Salah ad Din
- Wasit

VILLES importantes

- Bagdad
- Bassorah
- Duhok
- Falloujah
- Mossoul
- Arbil
- Kirkouk
- Souleymaniah

Frontières : 3 650 km

- Iran (1 458 km)
- Jordanie (181 km)
- Koweït (240 km)
- Arabie saoudite (814 km)
- Syrie (605 km)
- Turquie (352 km)

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19